

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83000 Toulon

Toulon, le 30/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES

CS 70 037 - ZI Consacs
458 Bd Bernard Long
83175 Brignoles cedex
83170 Brignoles

Références : D-UD83-2023-0421

Code AIOT : 0006400245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2024 dans l'établissement SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES implanté lieux dits "L'éouviere", "clos pouri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas. L'inspection a été annoncée le 01/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES
- lieux dits "L'éouviere", "clos pouri" et "demi semences" CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas
- Code AIOT : 0006400245
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOMECA exploite actuellement une carrière de roche massive et des installations de traitement des matériaux au lieu-dit « La Catalane » sur les communes de Callas et La Motte.

La carrière est classée à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et son activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 14/03/2012 modifié par les APC du 11/09/2014, du 27/04/2018 et du 14/11/2023.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.1.I	Demande d'action corrective	15 jours
7	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.2.B	Demande d'action corrective	0 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Limitation des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Poussieres	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.1.III	/	Sans objet
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.1.II	/	Sans objet
6	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.2.A	/	Sans objet
8	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.2.C	/	Sans objet
9	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.2.D	/	Sans objet
10	risques	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 13.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant prenait les dispositions nécessaires au respect des dispositions réglementaires concernant les rejets d'eux cependant deux non conformités devront cependant faire l'objet d'actions correctives dans les délais fixés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p> <p>« Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières. »</p>
Constats : <p>Les plateaux et passerelles dans les bâtiments abritant les installations de traitement ont été nettoyés.</p> <p>Ces zones doivent être nettoyés régulièrement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

- date d'échéance qui a été retenue : 29/02/2024

Prescription contrôlée :

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Constats :

Le plan de surveillance a été mis à jour. Il intègre tous les dispositifs d'aspersion fixes de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.1.I

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement, le parage et l'entretien des engins de chantier et des camions sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. En cas d'impossibilité (matériel sur chenille), toutes les dispositions sont prises pour assurer des garanties équivalentes.

Constats :

le ravitaillement, le stationnement et l'entretien des engins sont réalisés sur des aires étanches entourées par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des

eaux ou des liquides résiduels. le caniveau est en grande partie rempli de poussières
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nettoyer le caniveau longeant l'aire de parcage des engins sous 15 jours
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.1.III
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Chaque véhicule devra contenir une réserve de produits fixants ou absorbants en cas d'écoulement d'hydrocarbures sur le site, une réserve de produits sera également disponible dans l'atelier d'entretien des véhicules.
Constats : Les trois engins contrôlés sont équipés de produits fixants ou absorbants en cas d'écoulement d'hydrocarbures. Une réserve de produits sera également disponible dans l'atelier d'entretien des véhicules.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.1.II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir - 50% de la capacité des réservoirs associés
Constats : Les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont sous rétention
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.2.A
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de procédé
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux de procédés des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisés sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.
Constats : Absence de rejets d'eaux de procédés des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site . Les eaux de lavage sont intégralement recyclées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.2.B
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : "Les eaux de ruissellement provenant des aires de stationnement, d'entretien et de ravitaillement des engins et des camions sont collectées et reliées à des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique avant d'être rejetées au milieu naturel. Les eaux rejetées devront respecter les valeurs maximales suivantes : Ph compris entre 5,5 et 8,5 ; Température < 30°C ; MEST (NFT 90 105) < 35 mg/l ; DCO (NET 90 101) < 125 mg/l ; Hydrocarbures (NET 90 114) < 10 mg/l La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NET 90.034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les eaux rejetées font l'objet d'une analyse annuelle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux. Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.
Constats : "Les eaux de ruissellement provenant des aires de stationnement, d'entretien et de ravitaillement des engins et des camions sont collectées et reliées à des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique Les eaux rejetées ont fait l'objet d'une analyse en 2023 portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux. la teneur en MEST du rejet N° 1 n'était pas conforme. le pompage et le nettoyage du déparateur a été réalisé en juin 2023.

Les analyses 2024 sont programmées en septembre 2024
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le nettoyage et l'entretien des séparateurs doit être effectué régulièrement afin de maintenir leur efficacité et éviter des teneurs non conformes constatées sur le rejet N° 1
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 0 jour

N° 8 : Rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.2.C
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux domestiques
Prescription contrôlée : Les eaux usées domestiques provenant des installations annexes doivent être évacuées conformément aux règles sanitaires en vigueur.
Constats : Les eaux usées domestiques sont évacuées conformément aux règles sanitaires en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11.2.D
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions pour collecter les eaux pluviales et les diriger vers un bassin de rétention et de décantation. La capacité totale de ce bassin sera maintenue en permanence au minimum à 11000 m³. L'ensemble de ce dispositif est dimensionné pour limiter tout rejet d'eaux dans le milieu naturel. Lors d'un épisode pluvieux important occasionnant un rejet à l'extérieur du site dans le vallon de la catalane, les eaux rejetées feront l'objet d'un contrôle de leur qualité par un organisme indépendant. La durée du prélèvement sera représentative de la durée de l'épisode pluvieux. Le débit de rejet sera mesuré et le dispositif devra permettre de réaliser un prélèvement proportionnel à ce débit. Les analyses porteront sur la DCO, MEST et hydrocarbures totaux. Le rapport devra faire apparaître les concentrations moyennes ainsi que les flux correspondant à l'épisode pluvieux.
Constats : Les eaux pluviales sont collectées et dirigées vers un bassin de rétention et de décantation. La ca-

pacité totale de ce bassin est supérieure à 11000 m°.
Aucun rejet au milieu naturel n'a été constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 13.1

Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

La formation du personnel à l'utilisation de ces équipements est assurée.

Ces équipements sont constitués au minimum :

- d'extincteurs bien visibles , facilement accessibles , appropriés aux risques et installés à bord des véhicules et à proximité des installations susceptibles de par leur nature d'être génératrices d'incendie.
- - de réserves de sable meuble à proximité de l'aire de ravitaillement et des installations susceptibles d'être génératrice d'incendie ainsi que de pelles.

Les réserves d'eau de l'exploitation seront accessibles et exploitables en toutes circonstance par les engins de lutte contre l'incendie

Le débroussaillage autour des infrastructures (bureaux, installations, ...) devra être réalisé sur une bande de cinquante mètres minimum et maintenu en l'état dans le temps .

Les consignes en cas d'incendie et/ou d'accident faisant apparaître les coordonnées des services compétents, seront établies et affichées de façons visibles sur le site.

Les accès et les abords du site sont constamment maintenus débroussaillés.

Constats :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie et vérifiés en 2023.

Les engins contrôlés sont équipés d'extincteurs

Les réserves d'eau (2 * 120 m3) sont en place ainsi que le bassin de stockage alimenté par le canal de provenance .

Le débroussaillage autour des infrastructures (bureaux, installations, ...) est effectif

Les consignes en cas d'incendie et/ou d'accident sont établies et affichées de façons visibles.

Type de suites proposées : Sans suite